



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
de l'administration pénitentiaire**

Charte 
RELATIONS FOURNISSEURS
ET ACHATS RESPONSABLES
SIGNATAIRE

**DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES DE MARSEILLE
DEPARTEMENT DU BUDGET ET DES FINANCES
UNITE DES ACHATS ET DES MARCHES PUBLICS**

MARCHES DE SERVICE

NUMERO DE CONSULTATION: NICE25001

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES RELATIVE A DES
PRESTATIONS DE FOURNITURE ET DE LIVRAISON DE REPAS (dejeuner et diner)
POUR LES PERSONNES DETENUES DE LA MAISON d'ARRET DE NICE
Procédure adaptée**

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet principal la réalisation de prestations de fourniture et de livraison de repas (déjeuner et dîner) pour les personnes détenues de la Maison d'Arrêt de Nice

1.2 Descriptif du besoin

- **Données chiffrées:**

Nombre de personnes détenues au sein de la maison d'Arrêt de Nice: 700

Nombre de repas jour : 1 400

Le repas jour comprend le repas du déjeuner et le repas du dîner.

- **Composition des repas**

Sur la période du 8 novembre 2025 au 16 novembre 2025, le fournisseur ne pourra livrer que des plats froids car l'établissement ne sera pas encore équipé des appareils de remise en température.

A compter du 17 novembre 2025, des plats en liaison froide avec remise en température devront être fournis par le prestataire.

I

Le pain ne doit pas être fourni dans la prestation.

Le conditionnement retenu est la barquette individuelle.

Composition d'un repas :

- un hors d'œuvre ou entrée
- un plat garni
- un fromage ou un produit laitier ou un dessert ou un fruit

Menus spécifiques pouvant être sollicités :

Ceux-ci concernent

- Les personnes bénéficiant de traitements médicamenteux spécifiques (ex : végétarien, mixé, sans graisse, sans sel...) et respecte les directives publiques relatives aux alimentations particulières réclamées par les différentes pratiques confessionnelles (la principale distinction étant porc/sans porc).
- Le régime alimentaire adapté aux catégories particulières de détenus, notamment les mineurs et jeunes adultes de moins de 21 ans, les femmes enceintes ou allaitantes et les détenus âgés de plus de 60 ans.

Des menus spécifiques peuvent être sollicités pour des catégories particulières :

- régimes diététiques prescrits par les médecins ;
- régime médical diabétique régime médical hypocalorique ;
- régime médical pauvre en graisse saturées ;
- régime médical sans sel ;
- autres régimes ;
- mineurs jeunes ;
- adultes majeur de moins de 21 ans ;
- femmes enceintes ou allaitantes ;
- personnes âgées.

- **Transport et conditionnement :**

Les aliments seront conditionnés en barquettes jetables pour 10 personnes, thermoscellées suivant la norme EUR1/4 pour les plats garnis ou toute autre norme équivalente compatible avec les fours et les containers isothermes

Les barquettes porteront les indications suivantes :

- Nom du produit
- Date de fabrication

- Date limite de consommation
- Date de péremption
- Numéro d'agrément au service vétérinaire
- Marque distincte pour les régimes médicaux et les régimes confessionnels
- Mention de remise en température avec couvercle
- Mention de la catégorie de repas servi : normal, régime, avec porc ou sans porc, quel type confessionnel, etc...)
- Traçabilité de la viande bovine.

L'emballage devra respecter les principes réglementaires en vigueur d'hygiène alimentaire, de conservation et fraîcheur, de préservation contre l'action de l'air, de l'humidité et autres agents polluants de toute nature susceptibles d'altérer les aliments, de quelque façon que ce soit.

- **Livraison des repas :**

Elle sera réalisée par le prestataire du lundi au dimanche.

Si le prestataire n'est pas en mesure de livrer le dimanche, il doit livrer le samedi l'intégralité du nombre de repas correspondant à cette journée.

Les livraisons doivent être effectuées deux fois par jour (repas du déjeuner et repas du dîner), à l'adresse suivante : **Maison d'Arrêt de Nice sis 12 Rue de La Gendarmerie 6 000 Nice.**

La tranche horaire de livraison et de réception des repas à respecter par le prestataire :

- Entre 09h00 et 10h00 pour le repas du déjeuner ;
- Entre 15h00 et 16h00 pour le repas du dîner.

Bordereau de livraison :

Un bordereau de livraison accompagne chaque livraison. Il doit être remis par le prestataire à la personne publique en charge de récupérer la livraison.

Ce document mentionne à minima :

- l'identification du titulaire du marché ;
- la date de livraison ;
- la référence marché ;
- la référence interne (d'EJ commande) ;
- le numéro du bon de commande ;
- les références et les coordonnées du bénéficiaire et de la personne responsable de la commande ;
- l'adresse de livraison ;
- la nature et la description des prestations livrées.

1.3 Procédure et type de marché

Il s'agit d'un marché service relevant de la procédure adaptée, en application de l'article R.2123-1-3° du code de la Commande Publique, son objet portant sur des services sociaux et autres services spécifiques mentionnés aux articles L 2113-15 et R 2123-1 du code de la Commande Publique

CPV 55321000-6 Préparation de repas

CPV 5552100-0 Livraison de repas

Contexte dans lequel s'inscrit la passation du marché : La nécessité de conclure un support contractuel visant à permettre la fourniture et la livraison de repas pour les personnes détenues de la Maison d'Arrêt de Nice fait suite à l'incendie de la cuisine de production de cet établissement dans la nuit du jeudi 30 au vendredi 31 octobre 2025.

L'établissement étant en gestion publique, la production des repas était réalisée sur place par des détenus classés encadrés par des personnels pénitentiaires.

Ainsi, l'établissement n'étant plus en mesure d'assurer la production des repas de 700 personnes détenues incarcérées, le recours à une prestation de portage de repas s'impose afin de permettre la continuité de la mission de service public et de se conformer à l'article 320-1 du code pénitentiaire lequel dispose que «l'administration pénitentiaire assure un hébergement, un accès à l'hygiène, une alimentation et une cohabitation propices à la prévention des affections physiologiques ou psychologiques ».

Ce marché prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant minimum et maximum de commandes exprimé en valeur, pour une durée de 2 mois, comme suit :

Montant minimum en euros HT : 280 000

Montant maximum en euros HT : 1 200 000

1.4 Durée du marché ou délai d'exécution

Le marché est conclu pour une période initiale de 2 mois à compter du 8 novembre 2025 au 7 janvier 2026.

Il est reconductible sur décision expresse du Pouvoir Adjudicateur à 10 reprises pour une durée de reconduction de 1 mois chacune.

Le pouvoir adjudicateur doit se prononcer par écrit au moins 8 jours avant la fin de la durée de validité du marché s'il souhaite le reconduire. Il est considéré avoir refusé la reconduction du marché si aucune décision n'est prise à l'issue de ce délai.

Si le pouvoir adjudicateur décide de reconduire le marché, le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction. Chaque période de reconduction démarrera à compter de l'échéance de la précédente période.

1.5 Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement NICE-25-001 correspondant dûment complété, daté et signé par les représentants de la personne publique et du titulaire, ainsi que ses annexes financières complétées ;
- Le Bordereau de Prix unitaires ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) référencé NICE25001 ;
- Le Cadre de réponse technique ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures et services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (non fourni) .

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

2.1. Respect des normes et garanties de fraîcheur

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble de la réglementation en vigueur, notamment l'arrêté du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et denrées alimentaires autres que les produits d'origine animale et les denrées alimentaires en contenant. L'administration se réserve le droit de vérifier ou de faire contrôler les installations du titulaire et le respect par ce dernier de la chaîne du froid.

Le titulaire doit garantir la fraîcheur de tous les produits proposés, ainsi que la traçabilité de tous les produits et denrées fournis, et être en mesure de montrer les attestations et certificats d'origine des produits. Concernant la traçabilité, le titulaire devra se conformer aux dispositions du Règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire.

Dans ce cadre, le titulaire fournit à l'acheteur, après acceptation du bon de commande, la liste des produits alimentaires prévus pour cette commande ainsi que les informations suivantes :

- Nom adresse du fournisseur, nature des produits fournis par ce dernier ;
- Date des transactions/livraisons ;
- La DLUO (date limite d'utilisation optimale) ;
- Les numéros de lots ;
- Les données sur les volumes et les quantités ;
- La description des produits (préemballés ou non, variétés des fruits et légumes, transformation subie par le produit).

2.2 Obligation de discrétion du titulaire

Le titulaire est tenu d'appliquer et de faire appliquer à l'ensemble de son personnel, et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données ou illustrations, dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution du marché.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données sur quelque support que ce soit à des tiers.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire la personne publique à résilier le marché aux torts du titulaire, ou aux frais et risques de ce dernier.

ARTICLE 3–BONS DE COMMANDE

Le marché s'exécute au fur et à mesure de la survenue des besoins, au moyen de bons de commande adressés au titulaire tous les quinze jours.

Les bons de commande comportent à minima les informations suivantes :

- numéro du bon de commande ;
- Intitulé et n° interne du marché ;
- Numéro de l'EJ commande CHORUS;
- date d'émission du bon de commande ;
- adresse de facturation et code du service facturier « FAC0000013 » ;
- nom, coordonnées et numéro SIRET du titulaire du marché ;
- nom et coordonnées de la personne habilitée émettrice du bon de commande, à contacter pour toute information ou question relative au formulaire de commande ;
- le nom de la personne responsable pour la réception de la prestation et son numéro de téléphone ;
- adresse de livraison ou d'exécution de la prestation ;
- date et l'heure de livraison ou d'exécution de la prestation;
- le nombre de participants à l'événement;
- le détail des prix unitaires et forfaitaires par référence à l'annexe financière ;
- le montant total de la commande incluant le prix HT, et TTC, ainsi que le montant de la TVA.

En dehors d'un motif relevant d'un cas de force majeure, le titulaire encourt l'application d'une pénalité prévue à l'article 10 du présent CCAP en cas d'annulation d'une commande.

ARTICLE 4– CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Ces opérations sont effectuées après livraison des fournitures dans les conditions fixées aux articles 27 à 33 du chapitre V du CCAG-FCS.

4.1. Vérifications quantitatives et qualitatives

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée et la quantité indiquée au bon de commande.

Il en est de même pour le personnel éventuellement mis à disposition. Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des fournitures livrées avec les spécifications du marché et de la commande.

Les contrôles qualitatifs portent sur :

- la prestation, objet du contrôle, correspond à la commande, en particulier aux caractéristiques telles qu'elles sont énoncées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et dans l'annexe financière du lot concerné ;
- les produits objet de la commande n'ont subi, depuis leur préparation, aucune détérioration ou altération susceptible d'en diminuer la salubrité ;
- la conformité du moyen de transport ;
- la température de transport qui est celle prescrite par la réglementation en vigueur ;
- l'intégrité et l'état de propreté des contenants et des emballages ;
- les indications réglementaires portées sur l'étiquetage ;
- les critères d'hygiène attestant d'une denrée loyale et marchande : absence de couleur, d'odeur et de goût anormaux (contrôle des caractéristiques organoleptiques) ;
- la conformité de la qualité aux critères microbiologiques fixés par la réglementation ;
- la traçabilité des produits réceptionnés.

En cas de non-conformité, le pouvoir adjudicateur ou son représentant peut refuser la fourniture. La mention en sera faite sur le bon de livraison, de même que toutes autres anomalies constatées. Celle-ci doit être remplacée par le titulaire dans les plus brefs délais.

Toutefois, celui-ci peut, s'il le juge opportun, accepter la prestation avec une réfaction de prix. En cas d'insuffisance touchant à la salubrité, le rejet est systématiquement prononcé. La réception est prononcée uniquement par la signature du bon de livraison.

4.2. Admission, ajournement, réfaction et rejet:

Conformément à l'article 28.2. du CCAG-FCS, les opérations de vérification autres que celles qui sont mentionnées à l'article 28.1. du CCAG-FCS sont exécutées par l'acheteur, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-FCS.

Le délai imparti à l'acheteur pour réaliser les opérations de vérification et notifier sa décision, est de maximum quatre (4) heures à compter de la réception des marchandises.

Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures est réputée acquise. Pour les livraisons soumises aux délais d'urgence, le pouvoir adjudicateur et le titulaire du lot s'adaptent en conséquence à ces délais contraints. Le pouvoir adjudicateur prononce, après vérification des fournitures livrées (quantité et qualité) :

- soit l'admission des fournitures qui répondent aux stipulations du marché (article 30.1. du CCAG FCS) ;

- soit l'ajournement si la livraison est incomplète ou excédentaire avec une obligation de reprise, de complément ou d'échange dans un délai maximum quatre (4) heures à compter de la décision d'ajournement (article 30.2 du CCAG FCS) ;
- soit la réfaction, la personne publique estime que des prestations sans être entièrement conformes aux stipulations du marché peuvent être néanmoins admises en l'état. Il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.
- soit le rejet s'il estime que la livraison ne peut être admise en l'état. Dans ce cas, le titulaire est tenu de procéder, sans délai et sans frais supplémentaire, à la livraison de marchandises conformes (article 3.4 du CCAG FCS).

ARTICLE 5- PRIX

Les prix référencés dans les annexes financières sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation comme notamment les frais de transport, de personnel, d'emballage, de conditionnement, de livraison et de transport

Le prix unitaire proposé par le prestataire est ferme pendant toute la durée du marché.

ARTICLE 6 MODALITES DE REGLEMENT

6.1. Présentation des demandes de paiement

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique énoncé aux *articles 11 et 12* du C.C.A.G.-F.C.S.

Elles doivent être éditées tous les quinze jours.

Les factures afférentes au paiement, outre les mentions légales, comportent les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal du titulaire ;
- le numéro du marché et du bon de commande (tel que mentionné sur l'acte d'engagement ATTRI) ;
- le code de service exécutant « FAC0000013 » ;
- le numéro d'EJ Commande CHORUS ;
- L'établissement livré ;
- Le détail des prestations réalisées ;
- le montant hors taxe ;
- le prix unitaire;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total des prestations exécutées ;
- la date de la facturation.

Attention : l'absence d'une mention obligatoire, et plus particulièrement le numéro du marché et le numéro d'EJ / DA CHORUS, peut entraîner le rejet dans CHORUS de la facture au titulaire.

Les factures et autres demandes de paiement devront être adressées :

- via le lien correspondant au portail Chorus dédié au dépôt des factures, lequel est le suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Après certification du service fait, les paiements seront effectués par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire indiqué à l'acte d'engagement, selon les règles de la comptabilité publique sur présentation des factures.

En cas de groupement les modalités de paiement sont les suivantes :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique géré par le mandataire du groupement.

6.2. Mode de règlement

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique. Le présent marché est financé sur le budget 2024 et les suivants du Ministère de la Justice, Titre III chapitre 0107.

Les sommes dues seront payées dans un délai global de 30 jours, à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, par virement administratif.

L'euro est la monnaie de compte du marché.

En application du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013, le défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 1 du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013, fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points conformément au *chapitre II du décret 2013-269 du 29 mars 2013* relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

ARTICLE 7-PENALITES

Les pénalités prévues au présent CCAP dérogent aux dispositions des articles 14.1 à 14.2.5 du CCAG-FCS.

7.1. Pénalités pour non- respect de l'horaire de livraison

En cas de retard supérieur à 1 heure par rapport à l'heure indiquée dans la commande, une pénalité équivalant à 50% du montant de la partie de la commande qui fait l'objet d'un défaut de livraison (prix TTC) sera appliquée.

7.2. Pénalités pour non-respect des règles de conditionnement ou d'emballage des produits

Le titulaire encourt une pénalité de 20 € TTC par infraction constatée relative aux règles de conditionnement ou d'emballage.

7.3. Pénalités pour non-respect des normes d'hygiène et des conditions sanitaires

Le titulaire encourt une pénalité de 50 euros TTC par infraction constatée.

7.4.. Pénalités pour réalisation de la prestation

Hors cas couvert par la force majeure, le titulaire encourt une pénalité de 35% du montant de la commande non exécutée.

7.5 Pénalités pour travail dissimulé

En application de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit prévoit, dans un article 93, un nouvel article L. 8222-6 du code du travail si le cocontractant ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise. Cette pénalité est cependant très encadrée il encourt une pénalité dont le montant est égal à 10 % du montant maximum du contrat et qui ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2, L.8224-5.

7.6. Cumul et montant des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 50% du montant total hors taxes du bon de commande.

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le présent CCAP prévoit que les pénalités sont cumulables entre elles et qu'elles sont applicables même si leur montant total ne dépasse pas 1000 euros pour l'ensemble du marché.

ARTICLE 8 : RESILIATION DU MARCHE

En cas de retards répétés dans les livraisons, de même qu'en cas de livraisons répétées ne correspondant pas à la qualité de la prestation exigée, il pourra être fait application de l'article 38 et suivants du C.C.A.G. qui prévoit la résiliation du marché aux torts du titulaire et de l'article 45 relatif à l'exécution de la fourniture aux frais et risques du titulaire du marché.

ARTICLE 9 : EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En cas de défaillance du titulaire à exécuter les prestations objet du marché, le Pouvoir Adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations objet du marché, aux frais et risques du titulaire en application de l'article 36 du CCAG-FCS.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

ARTICLE 10 : DROIT ET LANGUE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le Tribunal Administratif de Marseille est compétent.

Tribunal Administratif de Marseille

22-24 rue de BRETEUIL

13006 Marseille

tel. 04 91 13 48 13

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 11: CLAUSES DE SECURITE APPLICABLES DANS L'ENCEINTE DU SITE PENITENTIAIRE

- Dès notification du marché, le titulaire devra fournir à chaque établissement une photocopie recto/verso de la pièce d'identité, une preuve filiale ainsi que deux photos d'identité de chaque intervenant afin d'obtenir l'extrait B2 du casier judiciaire. A défaut de présentation de ces documents, les intervenants ne pourront accéder aux établissements.
- Toute personne entrant dans l'établissement sera contrôlée à l'aide d'un détecteur manuel et ses effets (sacs, pochettes...) seront passés dans un tunnel d'inspection (tunnel X) et/ou seront ouverts, aux fins de vérification.
- Toute personne entrant dans l'établissement est tenue de respecter scrupuleusement les articles du Code de Procédure Pénale suivants : articles D 220, D 274, D 277 et D 278.
- Aucune photographie de l'intérieur de l'établissement ne peut être effectuée ; il en est de même de tout croquis, prise de vue ou enregistrement sonore se rapportant à la détention (article D 277 du CPP).
- Tous moyens de communication par liaisons hertziennes (téléphone portable, talkie-walkie) sont absolument interdits dans l'enceinte de l'établissement.
- L'entrée ou la sortie de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques doit être expressément autorisée par le chef d'établissement et être soumis au contrôle de l'administration.
- Le non-respect de ces dispositions entraîne la communication de l'infraction à l'autorité judiciaire en vue de l'application éventuelle des poursuites légales prévues à l'article 248 du Code Pénal (article D 274 du CPP).
- La sortie des écrits faits par un détenu en vue de leur publication ou de leur divulgation, sous quelque forme que ce soit, ne peut être autorisée que par décision ministérielle (article D 430 du CPP).
- Il est interdit aux personnes ayant accès dans la détention de recevoir, des détenus ou des personnes agissant pour eux, aucun don ou avantage quelconque, de se charger pour eux d'aucune commission ou d'acheter ou vendre quoi que ce soit pour le compte de ceux-ci, de faciliter ou de tolérer toute transmission de correspondance, tous moyens de communication irrégulière des détenus entre eux ou avec le dehors, ainsi que toutes attributions d'objets quelconques (article D 220 du CPP).

ARTICLE 12: CLAUSES DE REEXAMEN

Conformément à l'article 25 du CCAG-FCS, le présent marché prévoit une clause de réexamen. Les dispositions de l'article 25 s'appliquent au présent marché.

1° Modification des conditions d'exécution, dans les cas où les produits prévus initialement :

- nécessitent d'être remplacés par un produit de substitution du fait de leur indisponibilité ;
- ne répondent plus au besoin exprimé ;
- font partie des nouveaux produits proposés par le titulaire et répondent aux besoins de l'acheteur.
-

2° Modifications d'élément concernant la situation administrative du titulaire :

Le marché pourra être modifié, après transmission des justificatifs par le titulaire et après silence gardé par l'acheteur au-delà de 5 jours ouvrés à compter de cette réception, sans qu'il soit besoin de l'acter par avenant dans les circonstances suivantes :

- 1) Changement de dénomination sociale du titulaire ;
- 2) Changement de coordonnées bancaires du titulaire. Le nouveau RIB annule et remplace le précédent RIB et devient contractuel ;
- 3) Changement d'adresse et/ou de numéro de siret.

ARTICLE 13 : PROMOTION DE LA CHARTE « RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES »

Le ministère de la Justice s'est engagé dans une démarche « Relations fournisseurs et achats Responsables » (RFAR) avec la signature le 1^{er} juin 2023 de la charte du même nom.

Par cet engagement, le ministère encourage notamment ses fournisseurs :

- à s'intéresser au parcours national des achats responsables,
- à construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées,
- au développement de bonnes pratiques d'achat dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement,
- à s'engager dans un parcours des achats responsables en signant la Charte RFAR voire, pour les plus engagés et les plus déterminés, en travaillant à l'obtention du Label RFAR.

À cet effet, le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en la matière, et notamment :

- la signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »,
- l'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR),
- et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) se proposent de vous accompagner dans cette démarche.

Pour toute information, consultez le site internet : <http://www.rfar.fr>

ARTICLE 14: DIFFERENDS

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

1/ Principes communs au règlement amiable des différends

• Rappels quant aux processus de règlement amiable des différends

La médiation ou la conciliation par le Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics sont des processus de règlement amiable des différends. Leur recours vise notamment à favoriser une solution rapide et pérenne aux problèmes rencontrés, et participe à l'objectif de préserver la relation future du ministère avec ses fournisseurs.

À ce titre, chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

- **Suspension des délais de recours contentieux et de prescriptions**

Conformément au code de justice administrative, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties indiquées dans le courriel d'ouverture qui leur est envoyé par le médiateur « Relations fournisseurs » ou de la date de saisine du Comité consultatif du règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics.

Ces démarches interrompent les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après la tentative de règlement amiable, ou de la constatation de l'échec de la démarche.

- **Confidentialité**

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation ou la conciliation par le Comité sont soumises au principe de confidentialité. Ce principe vise à favoriser les échanges via la libération de la parole, l'émergence de nouvelles idées ou la clarification de situations.

Aussi, les constatations et les déclarations des parties recueillies dans le cadre du règlement amiable doivent rester confidentielles.

Ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la démarche, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

2/ Possibilité de saisir le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient, avant toute saisine de la juridiction compétente, le recours à la conciliation ou à la médiation. Le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs, dont l'indépendance est garantie par le fait qu'il n'intervient dans aucune phase de la commande publique, peut être saisi par mail à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr

ou par courrier recommandé avec avis de réception à :

Monsieur le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs
13 place
Vendôme
75042 Paris Cedex 01

Par ailleurs, le médiateur pour les relations entre le ministère de la justice et ses fournisseurs peut être consulté par téléphone au 06 77 62 09 60.

ATTENTION : le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs n'intervient que pour les différends entre le(s) titulaire(s) du marché et le ministère.

- **Modalités de saisine du médiateur « Relations fournisseurs »**

La saisine du médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs doit comporter :

- le nom de l'entreprise à l'origine de la demande,
- son numéro de SIRET,
- l'objet du marché et, le cas échéant, du ou des bon(s) de commande concerné(s),
- l'objet de sa sollicitation,
- le service concerné au sein du ministère de la Justice,
- les coordonnées mail et téléphoniques de la personne pouvant être contactée au sein de l'entreprise.

Le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais.

Dès lors que la demande d'une partie est estimée éligible, le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs sollicite l'avis de l'autre partie. Si les deux parties acceptent l'entrée en médiation, le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs envoie un courriel d'ouverture aux deux parties, précisant la date d'acceptation des parties.

Cette date constitue l'entrée en médiation et fixe la date de la première réunion.

Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

- **Durée de la médiation**

Les parties décident de fixer un délai de médiation, dans la limite de 6 mois maximum à compter de la date d'entrée en médiation.

La date d'entrée en médiation est celle précisée par le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs dans son courriel d'ouverture attestant l'acceptation des parties d'entrer dans la démarche. À défaut, elle correspond à la date de la première réunion de médiation, conformément à l'article L. 213-6 du code de justice administrative.

3/ Possibilité de recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ou au Médiateur des entreprises

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent ou au Médiateur des entreprises, conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est :

Direction des affaires juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public
1C - Bâtiment Condorcet
6, rue Louise Weiss - Télédocus 353
75703 PARIS Cedex 13

